

Dialogue Japon-africain des parlementaires pour la TICAD VI

4-5 février 2016

Tokyo, Japon

The Asian Population and Development Association (APDA)

Table des matières

Journée de la réunion 1	5
Cérémonie d'ouverture	5
<i>Discours de bienvenue L'honorable Keizo Takemi, directeur exécutif de JFPF / Président de l'AFPPD, Japon</i>	5
<i>Adresse de l'organisateur L'honorable Yasuo Fukuda, ancien premier ministre du Japon / président honoraire du JFPF / Président de l'APDA, Japon</i>	5
<i>Discours d'ouverture L'honorable Sadakazu Tanigaki, Président du JFPF, Japon</i>	6
<i>Adresse L'honorable Masakazu Hamachi, vice-ministre parlementaire des affaires étrangères, Japon</i>	6
<i>Adresse Mme Junko Sazaki, directeur du Bureau de Tokyo du FNUAP</i>	7
<i>Adresse M. Lucian Kouakou, directeur régional Afrique de l'IPPF</i>	7
<i>Adresse L'honorable Marie Rose Nguini Effa, MP, vice-président du FPA, Cameroun</i>	8
<i>Remarque S.E. Estifanos Afeworki, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'état d'Érythrée à Tokyo ; Doyen du Corps diplomatique africain (ADC) à Tokyo</i>	8
Discours liminaire :	10
<i>L'honorable Ichiro Aisawa, Senior Vice-Président de JFPF / Président du Groupe d'Amitié Parlementaire Japon-Union Africaine (UA), Japon</i>	10
Session 1: Attente africaine sur TICAD	13
<i>L'honorable Asahiko Mihara, directeur de JFPF / Présidente par intérim du Groupe d'Amitié Parlementaire Japon-Union Africaine (UA), Japon</i>	13
<i>L'honorable Highvie Hambulo Hamududu, MP, Zambie</i>	13
<i>L'honorable Mariame Keita Traore, MP, Cote d'Ivoire</i>	14
<i>L'honorable Yifter Lemlem samir hadji, MP, Éthiopie</i>	15
<i>Discussion</i>	15
Session 2: Rôles des parlementaires et un nouveau programme de développement	17
<i>L'honorable Hiroyuki Nagahama, MP, vice-président du JFPF, Japon</i>	17
<i>Discussion</i>	18
<i>L'honorable Frank Annoh-Dompreh, MP, Ghana</i>	19
<i>L'honorable Paul Chibingu, MP, Malawi</i>	20
<i>Discussion</i>	20
Session 3. Tables rondes « Recommandations à TICAD basé sur les perspectives de chaque région de l'Afrique »	23
<i>L'honorable Andrew Toboso, MP, Kenya (Afrique de l'est)</i>	23
<i>L'honorable Jose Manuel Tavares Sanches, MP, Cap-Vert (Afrique de l'Ouest)</i>	23

<i>L'honorable Marie Rose Nguini Effa, MP, vice-président du FPA, Cameroun (Afrique centrale)</i>	24
<i>Princesse de l'honorable Phumelele, MP, Swaziland (Afrique australe)</i>	25
<i>Discussion :</i>	26
Réunion de synthèse	27
Cérémonie de clôture	29
<i>Adresses de clôture L'honorable Marie Rose Nguini Effa, MP, vice-président du FPA, Cameroun</i>	29
<i>Adresses M. Lucian Kouakou, directeur régional Afrique de l'IPPF</i>	29
<i>Adresses Mme Junko Sasaki, directeur du Bureau de Tokyo du FNUAP</i>	30
<i>Adresses L'honorable Toshiko Abe, JPPF, Japon</i>	30
Journée de la réunion 2	33
Ministère des affaires étrangères (MOFA)	33
<i>L'Ambassadeur Norio Munruyama, directeur-général (Ambassadeur), Département des affaires africaines du MOFA</i>	33
<i>Discussion:</i>	34
Ministère de l'Agriculture, des forêts et des pêches (MAFF)	37
<i>Bienvenue Aborder l'honorable Hidemichi Sato, la parlementaire vice-ministre du MAFF</i>	37
<i>Remarque L'honorable Marie Rose Nguini Effa, MP, vice-président du FPA, Cameroun</i>	37
<i>M. Osamu Hashiramoto, directeur de la Division des affaires régionales, Département des affaires internationales, MAFF</i>	37
<i>Discussion:</i>	38
Ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales (MHLW)	41
<i>M. Hiroyuki Yamaya, directeur, bureau de la coopération internationale, ministère de la santé, du travail et du bien-être social, MHLW</i>	41
<i>Discussion</i>	42
Siège de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA)	43
M. Hiroshi Kato, Vice-Président, JICA	43
M. Kei Yoshizawa, conseiller principal du directeur général (analyse de la politique de développement pour TICAD), Département Afrique, JICA	43
M. Kojiro Fujino, directeur adjoint, planification et processus de la TICAD Division, Département Afrique, JICA	43
<i>Discussion :</i>	44

Journée de la réunion 1

4 février 2016

Cérémonie d'ouverture

Discours de bienvenue

L'honorable Keizo Takemi, directeur exécutif de JPFP / Président de l'AFPPD, Japon

L'honorable Keizo Takemi, a salué les invités et les honorables parlementaires et les a accueillis pour un dialogue sur la TICAD VI. TICAD va sortir au Japon pour la première fois, il a affirmé sa conviction que TICAD VI sera très différent du précédent. Cette fois il se tiendra au Kenya. Il a proposé les questions de sexualité et santé reproductive ainsi que crise d'Ebola en Afrique de l'Ouest devrait être discutée. Par ailleurs, il espère que les côtés discuterait aussi comment chaque pays peuvent établir des systèmes solides de santé pour s'attaquer à ces questions. Autre point de préoccupation est Boko Haram et Al Shabab et leurs développements. En outre, considérant les énormes ressources naturelles de l'Afrique et les prix diminuent sur la plupart d'entre eux, ces jours-ci, cette question devrait également faire partie de l'ordre du jour aussi bien. En ce qui concerne les problèmes de santé rencontrés par les citoyens, avec nouvel essor en Amérique du Sud, Zika, il est important de discuter comment le Japon et l'Afrique peuvent collaborer pour créer le système qui va se battre et sauver les gens de ces épidémies. Il a exprimé l'espoir que les parlementaires vont lire une annonce faite par le premier ministre Abe, dans une revue médicale, *le Lancet*, sur son engagement envers la santé des femmes et l'accouchement sans risques. En outre, important de questions qui seront débattues à la TICAD VI sont la nécessité pour le droit international, renforcement des systèmes de santé ainsi que les gens peut vivre leur vie en santé, planification familiale, les maladies contagieuses et la propriété de manière convaincante. Parlements au niveau des communautés mondiales, nationales et locales doivent être connectés afin d'avoir un système international pour résoudre ces problèmes en même temps. L'honorable Takemi fermé son allocution en souhaitant les participants à un dialogue fructueux.

Adresse de l'organisateur

L'honorable Yasuo Fukuda, ancien premier ministre du Japon / président honoraire du JPFP / Président de l'APDA, Japon

L'honorable Yasuo Fukuda s'est félicité les honorables membres du Forum parlementaire africain sur la Population et le développement (FPA), affirmant que cette année est un spécial que TICAD se tiendra en Afrique pour la première fois. L'honorable Fukuda a déclaré que l'Afrique est un partenaire très important au Japon, et par le biais de TICAD, Japon se consacre à promouvoir le développement et la paix sur le continent africain tout en collaboration avec des amis comme esprit à travers le monde. Il a exprimé sa satisfaction en tant que parlementaires prendre sur eux le défi du développement de l'Afrique. L'Afrique est devenue la ligne de front en termes de stabiliser la population mondiale que diminue le nombre de personnes dans toutes les régions du monde, sauf en Afrique. Comme population africaine va continuer à croître, avec l'environnement naturel et la baisse de la productivité, la population deviendra menace pour le développement. L'honorable Fukuda a poursuivi en faisant référence aux questions de population vieillissante du Japon et a déclaré que le Japon vaincra ce défi en réalisant un vieillissement en santé à encourager les personnes âgées et avec

la participation sociale des femmes. Il a ajouté qu'ils s'étendent leur expérience en Afrique et en Asie pour les aider à bâtir des sociétés saines et paisibles, à qu'ils aspirent. Gouvernement japonais continuera à faire un effort pour promouvoir le développement de l'Afrique comme un enjeu central dans les initiatives internationales telles que le G7 et le G20. En conclusion, au nom des organisateurs, il a souhaité participants dialogue fructueux qui pourrait avoir une incidence sur la TICAD et refléter les politiques de leur pays comme un moyen de contribuer au développement durable de l'Afrique.

Discours d'ouverture

L'honorable Sadakazu Tanigaki, Président du JFPF, Japon

L'honorable Sadakazu Tanigaki, Président de JFPF, chaleureusement accueilli tous les participants et a présenté ses excuses pour le fait qu'un petit nombre de parlementaires japonais était présent comme le débat très important a eu lieu au Parlement. Gouvernement japonais fait un engagement fort pour le développement de l'Afrique, il depuis 23 ans. Il est heureux que cela marque le début d'une nouvelle phase où l'Afrique prend les devants en organisant la TICAD sur son propre sol. Il a expliqué que le but de la visite cette fois est de partager les vues des parlementaires africains en prévision de la TICAD en Afrique. Il n'y a aucun doute que l'Afrique est une zone réactive concernant la population en termes de développement durable. Il a souligné que leur mission commune et le devoir en tant que parlementaires est de relever ce défi. L'honorable Tanigaki réfléchi sur les SDGs adoptés à l'unanimité en septembre l'année dernière comme une plate-forme unique, dont le principe fondamentale est l'engagement d'édifier des collectivités où tous les êtres humains vivent dans la dignité. C'est le principe qui anime leurs activités. Parlementaires, d'élus, sont responsables et doivent s'adapter aux nouveaux défis. Il a exprimé son inquiétude que les politiciens perdent leur popularité comme ils traiter les problèmes fondamentaux, tels que les questions de population, et c'est sur si les gens commencent à payer moins d'attention aux questions de population. Si elles ne travaillent et s'engagent à Stella qu'ils ne se réaliseront jamais. Toutefois, la situation internationale actuelle suggère que sentiment d'urgence n'a pas été suffisamment partagée. Ainsi, les parlementaires ont à se réaffirmer leur attachement au développement durable de la planète. Il a souligné que les fondements du Japon l'APD sont basés sur la sécurité humaine et de la couverture maladie universelle. Inutile de préciser que la sécurité humaine et développement international doivent s'assurer face à l'augmentation de la population. Il reflète également sur les problèmes de vieillissement comme l'Afrique devra également faire face ce problème après le boom de la population. Il exprime sa pense que change d'avis contribuera positivement à la réussite de la TICAD. En conclusion, l'honorable Tanigaki a une fois de plus a accueilli les participants et en exprimant l'espoir que leur séjour sera rempli avec succès.

Adresse

L'honorable Masakazu Hamachi, vice-ministre parlementaire des affaires étrangères, Japon

L'honorable Masakazu Hamaki, au nom du ministère japonais des affaires étrangères s'est félicité tous les participants de la réunion. Dans le contexte des questions de population et l'augmentation rapide du nombre de jeunes, il a souligné l'importance de 2030 Agenda l'ONU pour le développement durable qui a pour but de réaliser un monde durable par l'éradication de la pauvreté à l'horizon 2030. Ceci est particulièrement important en Afrique comme elle, à l'heure actuelle, représente 16 % de la population totale et d'ici 2050, elle atteindra 25 pour cent, c'est à dire qu'une personne sur quatre vivra en Afrique. Dans ce contexte, investir dans

les jeunes, la promotion de la santé sexuelle et génésique et en encourageant la participation sociale des femmes sont important. Le principe essentiel de l'ordre du jour est centré sur l'humain la mise au point et esprit quant à ne pas de laisser quelqu'un derrière.

Dans la première année de la 2030 Agenda des Nations Unies, le Japon sera l'hôte du G7 tandis que TICAD se tiendra en Afrique, au Kenya pour la première fois, la population et des problèmes de santé sera un élément important de cette réunion. Premier ministre Abe, fondée sur son engagement à la sécurité humaine, a l'intention de faire de santé comme l'ordre du jour de priorité lors du sommet de Miu-shima et à mener des initiatives en matière de problèmes de santé mondiaux. L'honorable Hamachi a souligné l'importance de la TICAD car c'est un forum ouvert, inclusif, impliquant non seulement les membres des gouvernements, mais les parlementaires, membres des organisations internationales, les organisations de la société civile et les entreprises privées. Il a exprimé l'espoir que le Japon et l'Afrique vont partager des expériences et en discutant des questions de population, ils feront une contribution importante à la TICAD. Il a ajouté que le ministère des affaires étrangères est heureux de supporter les coûts de cette rencontre par le FNUAP. En terminant, l'honorable Hamachi souhaité les participants aux travaux productifs et félicité APDA pour organiser un tel événement.

Adresse

Mme Junko Sazaki, directeur du Bureau de Tokyo du FNUAP

Mme Junko Sazaki, au nom du FNUAP et son directeur général, Dr Babatunde Osotimehin a accueilli des participants. Elle a déclaré qu'elle est heureuse de répondre à certains des parlementaires après réunions en Ouganda et en Zambie en 2014. Elle a souligné l'importance de cet événement, car c'est la première Conférence parlementaire internationale après que les SDGs ont été adoptés en septembre dernier. Mme Sazaki a insisté sur l'investissement dans les filles, les jeunes et les plus vulnérables de la population afin de s'assurer que le dividende démographique est réalisé. FNUAP travaille avec les parlementaires, ainsi qu'avec d'autres, de réaliser les différents objectifs et cibles, en particulier objectif 3 sur la santé, objectif 4 sur l'éducation et l'objectif 5 sur l'égalité des sexes. Elle a réfléchi à ces buts et objectifs : importance de la réduction de la mortalité globale en assurant la couverture maladie universelle; qualité de l'éducation des filles; égalité des sexes en mettant l'accent sur l'éducation sexuelle complète; l'accès à la santé sexuelle et reproductive et les droits connexes, etc. FNUAP et les parlementaires doivent continuer à travailler sur les politiques pour atteindre les objectifs 3, 4 et 5 et la Conférence est une occasion privilégiée pour discuter de la mise en œuvre de ces politiques avec les engagements de financement, alors que les parlementaires jouent le rôle le plus important en ce que. Mme Sazaki a déclaré qu'il y aura une nouvelle occasion de promouvoir ces questions à la Conférence mondiale G7 des parlementaires sur la Population et le développement (26-27 avril) et lors du sommet d'Ise-Shima. En conclusion, elle a réaffirmé l'importance de la SDGs et le principe de « laisser personne ».

Adresse

M. Lucian Kouakou, directeur régional Afrique de l'IPPF

M. Lucian Kouakou profité de l'occasion pour saluer les honorables fonctionnaires du Japon, les honorables parlementaires et les invités et pour souhaiter une bonne année à tous les présents. Il a commencé son allocution reflété sur le changement de l'ONU de huit OMD 17 SDGs actuels. Il a expliqué que le motif de changement doit laisser personne. Les SDGs ont

169 cibles, et tous les parlementaires présents devraient trouver leur place dans ce processus. Il a mentionné la 2030 l'ordre du jour adopté l'année dernière et réfléchi sur la précédente TICAD à Yokohama et rencontres au Burkina Faso, Marrakech et en Ethiopie en insistant sur le caractère inclusif et participatif du processus, comme la réunion d'aujourd'hui ajoute ces réunions. Comme TICAD se déplace vers l'Afrique pour la première fois, il s'est demandé pourquoi il est nécessaire de parler le dividende de population en Afrique dans le contexte du vieillissement de la population en Asie, l'autonomisation des femmes, des jeunes plus, Ebola, Zika. Il a souligné que les parlementaires ont un rôle clé pour voir où les décideurs peinent à prendre la décision, et c'est ce que les gens attendent de chacun des parlementaires. Il a exhorté les parlementaires à aborder les questions fondamentales, pour aller au-delà de Stella et être plus pratique de contribuer à la sécurité humaine. Il a exprimé son contenu pour tous les parlementaires qui sont venus pour tenir compte de ces questions, et il a félicité APDA Secrétariat, IPPF et le FNUAP pour l'organisation de la réunion et saumurage des parlementaires japonais et africaines ensemble.

Adresse

L'honorable Marie Rose Nguini Effa, MP, vice-président du FPA, Cameroun

L'honorable Nguini Effa accueillis chaises de JFPF et APDA, membres des parlements, directeur régional de l'IPPF et Secrétariat de la FPA, partenaires au développement et tous les invités présentées. Elle a remercié le Secrétariat APDA et l'IPPF pour l'activation de cette occasion pour délibérer sur comment TICAD VI peut être joué un rôle important dans le développement de l'Afrique. En outre, elle remercie APDA pour son support continu pour les parlementaires africains car ils concernent des questions de population en mettant l'accent sur la santé sexuelle et reproductive et les droits. Toile de fond les nouveaux objectifs de développement durable, elle a affirmé engagement MFA à la population et les questions du développement mondial. Elle a souligné les succès de l'APDA dans le domaine de la population et de santé sexuelle et reproductive et son leadership pour influencer les processus politiques à un niveau politique élevé. La raison de la séance est de travailler ensemble à la TICAD VI, qui se tiendra pour la première fois en Afrique et peut se traduire par des gains de gagnant-gagnant pour l'Afrique et le Japon. L'honorable Nguini Effa a reconnu les efforts de plaider JFPF membres dans les processus de la TICAD précédentes. Elle a souligné l'importance de la TICAD VI pour les questions relatives à la santé reproductive comme en l'occurrence, la santé reproductive est venue comme une question prioritaire dans les documents et les résultats de la TICAD VI. Elle a poursuivi en affirmant que malgré les récents succès économiques de l'Afrique, il est toujours nécessaire d'améliorer de l'enfant et mère, santé de la reproduction et planification familiale. L'honorable Nguini Effa a reconnu et apprécié les efforts du Japon, des approches innovantes tant financières dans la poursuite de l'Afrique à s'acquitter de l'ordre du jour 2063. Elle exprime leur dépendance supplémentaire sur le Japon pour aider à garder ces questions à l'ordre du jour de la TICAD VI. Par ailleurs, elle a exprimé sa gratitude aux parlementaires japonais pour faire preuve d'initiative dans la population mondiale et les questions de santé reproductive, ainsi qu'aux premier ministre Abe pour son initiative "Womenomics". En conclusion, elle a articulé son espoir que ces questions restera comme l'un des grands contributeurs à la sécurité humaine et « womenomics » en Afrique.

Remarque

S.E. Estifanos Afeworki, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'état d'Érythrée à Tokyo ; Doyen du Corps diplomatique africain (ADC) à Tokyo

Dans ses remarques liminaires, S.E. Estifanos Afeworki, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'état d'Érythrée à Tokyo, accueilli distingué invité et collègues et étendu sa gratitude pour l'organisation et l'invitation à cette réunion. Il a ouvert son discours en réfléchissant sur les débuts de la TICAD en 1993 comme une déclaration de l'approche proactive du Japon pour le développement de l'Afrique, qui a tourné dans une conférence tenue tous les cinq ans avec la participation de nombreux pays africains, les donateurs et les organisations de la société civile. S.E. Afeworki a souligné que le dialogue parlementaire Japon-Afrique était le principal moteur de la coopération. Il a ajouté que TICAD VI se tiendra pour la première fois à Nairobi, en août dernier, dans le prolongement des précédents processus TICAD, avec l'anticipation de 5000 participants. Changements en Afrique ont été reflétés dans les processus de la TICAD précédentes comme l'Afrique est devenu l'arène économique plus importante du monde, où les PME sont la colonne vertébrale des économies africaines. Il a souligné croissante des investissements en Afrique par les pays du groupe BRICs au cours de la dernière décennie et l'importance de la coopération Afrique-Chine. Il a souligné que la TICAD VI a travaillé avec succès dans les concepts d'appropriation africaine, le partenariat international de collaborer et la facilitation d'un dialogue avec l'organisation de la société civile, tant dans les pays africains et non africains. Il a exprimé des positions du Corps diplomatique africain qui TICAD VI devrait se concentrer sur la coopération et des objectifs concrets, découlant de l'ordre du jour 2063. C'est-à-dire : fournissant des emplois productifs pour les peuples africains par Stella, amélioration environnement des entreprises, de promouvoir et soutenir la croissance économique du continent à travers des échanges et des investissements. Deuxièmement, il est temps pour toutes les parties prenantes dans le processus de la TICAD à clarifier les politiques clés du Japon et ordres du jour vers l'Afrique, Pacifique, prospère et intégrée. TICAD, comme instrument principal du Japon pour aider l'Afrique doit évoluer pour qu'il reflète la position africaine actuelle et devenir plus opérationnelle. Il a mentionné la dernière adresse de la semaine par le ministre des affaires étrangères du Japon, S.E. Kishida, qui a clairement déclaré que les deux privés et secteur public vont travailler ensemble pour renforcer le partenariat avec l'Afrique par le biais de TICAD VI. En conclusion, il a reconnu la démarche proactive du Japon et a déclaré que c'est bien accueilli à Tokyo entre le noyau diplomatique. Enfin, il a salué la Dialogue Japon-africain des parlementaires pour la TICAD VI que cet événement est un outil important pour la promotion de la TICAD.

Remarque

L'honorable Keizo Takemi, directeur exécutif du JFPF / Président de l'AFPPD, Japon

L'honorable Keizo Takemi faite une brève remarque sur l'effet des problèmes graves qui sortent sur la scène internationale comme le virus Ebola, qui n'est pas seulement un problème africain et la coopération est nécessaire aux niveaux local, national et mondial. Il a demandé que les parlementaires peuvent faire à cet égard, et comment ils peuvent intégrer ces questions. Étant donné que des questions comme le virus Ebola ont un effet négatif sur la santé des femmes et des enfants, les parlementaires ont d'avoir une approche globale qui va au-delà des frontières nationales. En ce sens, il a exprimé l'espoir que les parlementaires seront joindra le nouveau forum pour les questions du développement de la population qui est un side event de le G7.

Discours liminaire :

Perspective sur la coopération japonaise et africaine aux Efforts pour la Population en que se basant sur le développement durable

L'honorable Ichiro Aisawa, Senior Vice-Président de JFPF / Président du Groupe d'Amitié Parlementaire Japon-Union Africaine (UA), Japon

L'honorable Ichiro Aisawa étendu sa Bienvenue aux parlementaires et a ouvert son discours tandis que l'appel à l'esprit que la TICAD a été accueilli par le Japon, tous les cinq ans et que cette année sera historique lorsque TICAD sera co-organisé par UA en Afrique, au Kenya, par une nouvelle règle d'avoir TICAD tous les trois ans. En raison de cette plate-forme, la collaboration avec l'Afrique a été promue avec certaines des contributions par les membres JFPF.

Il a souligné que les autres pays, comme la Chine et les Etats-Unis, sont passionnés de la s'étendant de différents programmes en Afrique. Cependant, TICAD prend une place particulière en raison de son histoire, tradition et est durable de travail ainsi que de l'Afrique. Il a continué son discours en soulignant plusieurs défis de l'Afrique. Par exemple et la sécurité des questions qui nécessitent des mesures efficaces. Ainsi, l'impact des groupes comme Boko Haram, les armes provenant de Libye à d'autres parties de l'Afrique, Ebola, Zika, etc. Alors que les japonais de plus en plus connaître de Boko Haram, Al Shabab, la confusion et la violence dans les médias, il y a, en raison de l'amitié, plus le souci de l'Afrique.

Deuxième point important qui ne peut être ignoré est l'immigration, et ce n'est pas pertinent qu'aux Syriens immigrés qui arrivent en Europe, mais à l'histoire des immigrants du continent africain aussi bien. L'honorable Aisawa a grandi un exemple sur une histoire choquante d'un jeune réfugié en Afrique, qui fête son vingtième anniversaire dans le camp et il y est né. Par ailleurs, l'honorable Aisawa a souligné que l'attention du monde est tournée vers l'Europe alors que, en fait, migrantes questions doivent être abordées efficacement en Afrique pour son avenir meilleur.

Le troisième défi est la question de la population, dont la communauté internationale doit consacrer une attention particulière à ce. Alors même que beaucoup d'OMD comme étant atteint, l'honorable Aisawa a déclaré que les lacunes ont été pas abordées et dans cet esprit SDGs ont été développés. TICAD, comme une plateforme de collaboration, pourrait travailler à la SDGs étant donné que le développement est important dans le travail qu'accomplissent des parlementaires. Il a expliqué que dans la réalisation de tous les autres objectifs, la question de population, y compris la sécurité humaine, couverture maladie universelle, santé reproductive, la planification familiale et accouchement sans risques, propriété de la femme de leur vie et les travaux, est aussi important. Si la population va à 4 milliards et que ces questions ne sont pas abordées, qui peut être un énorme préjudice à la communauté de continent et global.

En ce qui concerne les questions de santé, l'honorable Aisawa reflété sur la réunion de l'an dernier du Fonds mondial à Tokyo, une préparation réunion meilleur financement des défis mondiaux. Succès des programmes de santé et de la population dépend du succès de financement. Il est regrettable qu'au Japon, une fois un pays n ° 1 en matière d'APD, finance maintenant seulement 1/5^{ème} de ce qu'elle finançait dans ses meilleures années. Peu importe, Japon doit encore rendre des comptes aux contribuables et en même temps chargé de contribuer aux amis internationaux.

En ce qui concerne les nouveaux défis mondiaux, tels que les virus Ebola et Zika, il a déclaré que ce sont des questions importantes pour le Japon aussi bien et ce défi exige une collaboration au-delà des frontières. Il devrait y avoir des plates-formes pour cela surtout dans les pays en développement, et ce sont eux qui ont besoin d'aide sur ces questions. L'honorable Aisawa a conclu son discours en réaffirmant que le sommet se tiendra au Kenya cette année, et étant donné que G7 Sommet aura lieu au Japon, il va essayer de proposer ces questions sur le haut de son ' l'ordre du jour. Il a plaidé avec les parlementaires à marcher ensemble pour améliorer les relations humaines gagnant-gagnant.

Session 1: Attente africaine sur TICAD

Coopération japonaise et développement de l'Afrique

L'honorable Asahiko Mihara, directeur de JFPF / Présidente par intérim du Groupe d'Amitié Parlementaire Japon-Union Africaine (UA), Japon

Mettant l'accent sur le « Yokohama déclaration 2013 - main à main avec un plus dynamique Africa, » l'honorable Mihara a souligné deux concepts liés au développement de l'Afrique : propriété, qui est le mieux résumée dans un dicton « ciel aide ceux qui s'aident eux-mêmes, » et le renforcement des capacités, qui est interprété comme débouchés pour le meilleur et l'enseignement supérieur pour tous les africains. Dans son discours, l'honorable Mihara a expliqué que les réalisations de l'Initiative de ABE visant à appliquer la propriété et le renforcement des capacités. L'Initiative, dont l'acronyme signifie A - Afrique, B - business et E - éducation, a été annoncée en 2014. Le raisonnement derrière cette Initiative est de communiquer l'importance de l'enseignement supérieur et le rôle du secteur privé dans le développement de l'Afrique. Grâce à cette Initiative, 500 étudiants africains étudient dans des écoles japonaises. L'objectif est que, après avoir étudié diverses spécialités ces étudiants retournent dans leur pays et travaillent dans et pour leur pays d'origine et créer de la croissance.

L'honorable Mihara a fourni plusieurs exemples de renforcement des capacités : projet géothermique dans la vallée du Rift africain et étudiant africain de l'Ethiopie, le Kenya et Rwanda étudie à l'Université de Kyushu qui est employé des centrales géothermiques après avoir terminé le programme. Deuxième exemple est lié à sa visite au Kenya, Djibouti, Ethiopie et au Rwanda et les plans futurs pour la construction de centrales. Ceci a été suivie d'un exemple comment Abe Initiative est traduit aux projets liés aux étudiants africains, il étudie à l'Université de Kobe, comme c'est une des industries plus puissants de nos jours. Il a parlé de projets liés à l'utilisation des téléphones intelligents pour fournir des services médicaux et l'utilisation des technologies de l'informatique en agriculture pour obtenir des informations précises climatiques locales.

Enfin, l'honorable Mihara partagé nouvelles sur la société japonaise qui a décidé d'ouvrir une société d'informatique et d'embaucher trois étudiants rwandais de l'Université de Kobe après obtention de leur diplôme. En conclusion, il a exprimé l'espoir que cette réunion décidera des objectifs pour la prochaine TICAD, et il exprime une promesse que le Japon continuera à aider les pays africains et tous les étudiants africains qui veulent étudier et se consacrent au développement de leur pays en vertu de l'Initiative de l'ABE.

Attentes africaines sur TICAD

L'honorable Highvie Hambulo Hamududu, MP, Zambie

Dans l'introduction, l'honorable Hamududu a souligné que l'Afrique fait toujours face à un fardeau de la mortalité maternelle et néonatale, tandis que la santé des mères et des enfants est l'une des priorités plus urgentes du continent. Il a présenté des défis auxquels l'Afrique est confrontée avec: inégalités d'accès à des interventions éprouvées en ce qui concerne maternelle et la mortalité infantile, VIH/sida, la tuberculose et le paludisme; faible priorité des problèmes de santé nationaux économique et stratégies de développement; pauvres progrès dans la réalisation des autres Stéphanie; données sur les tendances inadéquate en raison de

techniques statistiques inadéquates; insuffisance des ressources allouées pour la population et des programmes de santé Procréative; recours aux ressources externes, non durable; système de santé faible dans de nombreux pays africains. En raison d'une forte proportion des adolescents dans la population totale et en raison de leur vulnérabilité, la santé des adolescents devrait être une priorité dans les plans stratégiques localement. Des questions cruciales pour les parlementaires africains sont ceux qui se rapportent à la jeunesse et le dividende démographique. Autre domaine important est lié au millénaire développement objectif cinq, nouvelle réduction dans la mortalité maternelle, qui, conformément à la SDGs devrait être inférieure à 70 pour 100,000 naissances. Les parlementaires africains se sont engagés à faire des lois et des politiques liées à la traite des êtres humains, la santé sexuelle et génésique et services de droits; planification familiale; intégration des programmes VIH/sida aux services de la santé sexuelle et reproductive (SSR); Services SSR pour personnes handicapées et des jeunes; intégrité physique de la femme; la violence fondée sur le sexe et les mariages forcés. L'honorable Hamududu a exprimé l'espoir que TICAD VI aidera à la création d'actions spécifiques et des stratégies liées à ce qui suit:

- renforcement de la capacité des parlementaires dans la compréhension des SDGs;
- création d'un environnement juridique propice à la mise en œuvre des SDGs au niveau national;
- renforcement du contrôle des parlementaires de mise en œuvre gouvernement de ces lois, les politiques et les stratégies nationales; priorités de financement de la santé et de la transparence;
- plaidant pour les gouvernements africains à allouer au moins 15 % du PIB au financement de la santé nationale;
- atténuer l'écart en service la santé sexuelle et reproductive (SSR) à transférer le fardeau des plus pauvres et les plus vulnérables de la population;
- accroître la participation des organismes de la société civile en ce qui concerne les budgets de la santé, qualité des sexes et l'autonomisation des femmes.

En conclusion, l'honorable Hamududu a souligné l'importance de l'inclusion des parlementaires et des organisations de la société civile au processus de la TICAD.

Attentes africaines sur TICAD

L'honorable Mariame Keita Traore, MP, Cote d'Ivoire

Au nom du Parlement de Côte d'Ivoire, l'honorable Mariame Keita Traore a exprimé sa gratitude pour l'attention qu'ils ont reçue à leur arrivée au Japon. Elle a souligné la relation à long terme et la coopération entre la Côte d'Ivoire et au Japon même dans les décennies de crise. Pendant la crise, Japon a apporté une aide inestimable pour l'organisation d'élections libres, ainsi que plus tard, quand il a fait don de matériel électoral pour les élections présidentielles. Cette élection est considérée comme un modèle, car il n'y avait pas de violence et de l'opposition a accepté la défaite. Exemples de son pays montrent que le processus de la TICAD et l'aide du Japon sont réussis à promouvoir le développement de l'Afrique. La raison de mentionner ces est le fait que depuis le lancement de la TICAD en 1993, dont le but est de promouvoir le dialogue politique à haut niveau, le Japon partage leur modèle de développement avec son pays qui lutte. L'honorable Traore a rappelé que l'Afrique est riche en ressources, avec une augmentation de la population attendue de 20 % au cours des 10 prochaines années et le taux annuel moyen de croissance du PIB de 5 %. En termes de population, elle pourrait dépasser l'Inde et la Chine. En raison de tous ces changements, certains prédisent l'avènement du « Siècle africain », mettant ainsi l'Afrique et son développement au centre des préoccupations internationales. En ce qui concerne le point focal de la réunion d'aujourd'hui, les attentes de l'Afrique sont axées sur:

1. développement durable où les partenaires du développement devraient soutenir irrévocablement mise en œuvre des objectifs de développement durable (Stella)
2. appui à la promotion de la réduction de la pauvreté, en particulier en ce qui concerne les femmes car ils sont les membres les plus vulnérables de la société
3. Japonais modèle de réduction de la pauvreté basée sur l'activité économique avec une intervention plus directe, remise de la dette et de nouvelles possibilités de financement
4. la présence du Japon en Afrique a été longue et cette expérience devrait être importante dans le soutien futur.

Attentes africaines sur TICAD

L'honorable Yifter Lemlem samir hadji, MP, Éthiopie

Dans son allocution, l'honorable Yifter a exprimé sa gratitude au peuple japonais et au gouvernement pour leur hospitalité à leur délégation à leur arrivée à Tokyo. En outre, elle a remercié APDA pour structurer le dialogue des parlementaires japonais et d'Afrique dans le but d'intégrer les questions de population et le développement vers la TICAD VI. Elle a reconnu que le Japon a un engagement constructif pour soutenir la croissance économique africaine et promotion du commerce et des investissements. Cependant, l'Afrique attend plus d'engagement du Japon en ce qui concerne la TICAD VI dans l'accroissement des aides non remboursables et douces et concessionnels prêts qui permettrait aux sociétés japonaises réaliser des méga-projets en Afrique. En raison du changement climatique qui continue à avoir des effets néfastes, développement de l'Afrique TICAD VI devrait se concentrer sur des projets d'énergie renouvelable. En outre, étant donné que la science et la technologie sont essentielles pour le développement durable et ont une croissance de 5 % dans les dix dernières années, TICAD VI devrait mettre davantage l'accent sur le développement de centres d'Excellence en Science, technologie et Innovation. Soutenir l'enseignement des sciences et des organismes est le domaine clé de la coopération pour le transfert de connaissances et d'innovation car elle favorise la voie africaine à l'industrialisation. Enfin, la TICAD VI devrait se concentrer sur la capacité de l'Afrique pour résoudre les problèmes de sécurité collective, les conflits régionaux et la lutte contre le terrorisme en soutenant les African Union.

Discussion

Présidente : L'honorable Paul Chibingu, MP, Malawi

L'honorable Frank Annoh-Dompreh fait un commentaire lié à la présentation de l'honorable Yifter en ce qui concerne le climat change non seulement en Afrique, mais aussi comme phénomène mondial. Pays africains ont besoin de diversifier leurs économies et l'agriculture à cause du climat les effets de changement, et c'est l'une des principales attentes des pays africains. En ce qui concerne la présentation de l'honorable Hamududu, l'honorable Annoh-Dompreh a demandé que les parlementaires puissent faire en matière de renforcement des capacités concernant les sociétés impact. Son troisième remarque était liée à la participation des chefs traditionnels en termes de collaboration avec les députés comme les chefs traditionnels sont influents est des sociétés.

L'honorable Andrew Toboso a soulevé une préoccupation liée aux responsabilités des pays africains pour leur développement et leur dépendance envers l'aide. Parlementaires en tant que dirigeants de l'Afrique doivent exiger de leurs gouvernements à utiliser leurs propres ressources disponibles en Afrique aux problèmes et relever les défis. Président de la session a

réaffirmé le commentaire de l'honorable Andrew Toboso sur l'utilisation des ressources de l'Afrique.

L'honorable Toshiko Abe a commenté sur les attentes de l'Afrique de la TICAD, indiquant que les enfants et mortalité de la mère, ainsi que l'autonomisation des femmes est des questions essentielles. En outre, apportant une aide maintes et maintes fois ne sera pas utile sauf s'il existe une intégration entre bailleurs de fonds pour construire futur ensemble. Elle a souligné l'importance du droit et a ajouté que les problèmes de l'Afrique sont que la loi n'est pas appliquée.

L'honorable Yifter a réitéré l'importance des défis du changement climatique et la réduction de la pauvreté. Afin de réduire la pauvreté, TICAD et le Japon doivent se concentrer sur les soins maternels et infantiles. Elle a poursuivi en disant que jusqu'ici, même si la participation du Japon en Afrique a été significative sa visibilité a été limitée et le Japon devrait faire des programmes plus spécifiques et visibles. Dr. Osamu Kusumoto, un directeur exécutif et Secrétaire général de l'APDA, en réponse au commentaire de l'honorable Yifter sur l'APD japonaise et de visibilité, a répondu que APDA prévoit un parlementaire réunie en Éthiopie en août, juste avant la TICAD VI sommet.

Session 2: Rôles des parlementaires et un nouveau programme de développement

Rôles des parlementaires dans la réalisation de nouveau programme de développement international : projet de rapport du Kenya de la foi

L'honorable Hiroyuki Nagahama, MP, vice-président du JFPF, Japon

L'honorable Nagahama a exprimé sa gratitude pour la participation des parlementaires au Dialogue Japon-africain des parlementaires pour TICAD VI. La présentation avait deux objectifs : faire rapport sur le rôle de député dans la réalisation de nouveau programme de développement international et de faire rapport sur le projet de foi au Kenya. Les réunions tenues au Kenya en octobre 2015 et en Zambie en septembre 2014, donné des résultats significatifs. Des parlementaires japonais, JFPF collègues africains mis en œuvre un programme en ce qui concerne leurs rôles en tant que parlementaires réalisation SGDs. Comment les parlementaires travaillent sur les questions de population est semblable à celle de leur pays car ils représentent les circonscriptions japonaises. La majorité de leurs activités est de représenter les intérêts de leurs mandants et pour tenir compte des besoins quotidiens de l'opinion publique japonaise. En ce qui concerne leurs activités concernant les questions de population et développement, le principe sous-jacent est le respect universel de la dignité humaine. L'activité liée à la population et le développement est idéaliste, alors qu'ils doivent aller au-delà des limites d'un parti politique dans la poursuite de l'idéal de la réalisation d'un avenir durable parmi l'espèce humaine.

L'essentiel de leur activité politique doit tenir compte du mandat donné par le peuple, pour montrer la bonne direction pour l'avenir et de montrer la reddition de comptes. Il est nécessaire de prêter attention aux besoins quotidiens des gens tout en soutenant les principes et visions à long terme. Leur rôle est de donner la parole à des groupes sociaux marginalisés, tels que les femmes et les filles, respecter les droits de l'homme et s'assurer des moyens de subsistance pour ne laisser personne.

L'honorable Nagahama a soulevé la question de savoir quelles sont les options pour des solutions optimales. Une des principales est leur rôle dans la réalisation de partenariat mondial parce que Stella est possible seulement si développé et les pays en développement peuvent atteindre le partenariat. En ce sens, leur fonction de surveillance pour surveiller l'exécution du budget et l'exécution de l'administration est indispensable, et cela s'est aussi évident au cours de la réunion du Kenya. Dans le cadre de l'économie actuelle, ceci peut être réalisé grâce aux effets de la productivité maximisée qui peuvent financer le développement de la société. Pour accomplir cela, normes mondiales doivent être mis en place. Le rôle de la bonne gouvernance, la transparence et la reddition de comptes est liée. À titre d'exemple, L'honorable Nagahama a déclaré que lorsque les contribuables japonais financent des projets internationaux il doit être de responsabilisation, de transparence et de bonne gouvernance. L'accent de ces principes est un consensus historique qui a été réalisé au cours de la réunion au Kenya.

Autre point important nécessaire pour résoudre les questions de population et développement est assurer l'appropriation, tant par les pays bénéficiaires et les individus dans ces pays. Grâce au projet de JFT mis en œuvre par JFPF et APDA, l'APD rapports au Parlement a été légalisée en Ouganda et en Zambie. Ainsi, les parlementaires jouent un rôle important dans la réalisation de Stella. En conclusion, l'honorable Nagahama a exprimé l'espoir que les

parlementaires refléteront ces questions au cours de la TICAD, mais également lors de la réunion de GCPPD.

Discussion

Présidente : L'honorable Highvie Hambulo Hamududu, MP, Zambie

En ce qui concerne la présentation de l'honorable Nagahama, Président de la session, l'honorable Highvie Hambulo Hamududu, dit que les questions de responsabilisation, transparence, bonne gouvernance, prise en charge locale, normes communes et attachement à la démocratie sont des éléments clés pour l'avenir et les parlementaires ont un rôle clé pour y parvenir. Ceux-ci sont possibles avec le mécanisme de surveillance très robuste et c'est le rôle des parlementaires. L'honorable Frank Annoh-Dompreh réfléchit sur un problème commun à travers un certain nombre de pays africains où le législateur est en grande partie une partie du pouvoir exécutif, et il n'y a aucune véritable séparation des pouvoirs. Il a demandé à la question de savoir ce qui peut être fait s'il n'y a aucune véritable séparation des pouvoirs. Sa deuxième question, c'était comment un MP peut se positionner dans la situation où il y a la propagande contre les députés doivent entrer en vigueur comme députés.

En réponse à la question de l'honorable Frank Annoh-Dompreh, l'honorable Nagahama a répondu que les parlementaires sont élus par le peuple, et ils doivent avoir le sens de la mission. L'APD du Japon est financée par les contribuables japonais et utilisé pour les personnes au Ghana. Les parlementaires dans les deux pays ont vérifié si l'argent est utilisé correctement, et si on casse une loi il devrait être jugé par la Cour. Et si les cadres devaient dépenser de l'argent de manière illégale, parlementaires devraient vérifier que l'argent soit utilisé correctement. Ayant ces trois pouvoirs constitue le fondement de la gestion de l'alimentation dans le pays.

L'honorable Mariame Keita Traore de Côte d'Ivoire a déclaré que les pays africains n'ont pas de mécanismes solides pour remplir leur rôle attendu et pas les moyens de faire de la surveillance du gouvernement. Le manque d'argent est toujours l'obstacle qu'ils font face et gouvernement maintient la porte fermée, et ils ne peuvent combler pleinement le mandat confié par le peuple. Elle poursuit en demandant à ce que les politiciens en Asie et en Afrique peuvent faire ensemble pour changer cela.

L'honorable Andrew Toboso a exprimé sa compréhension de cet ordre du jour du développement national a toujours été préservé branche exécutive du gouvernement, alors que de nombreux accords sont signés sans enclenchement correct des législateurs. Il a dit qu'il croit que les parlementaires devraient interroger proactivement ce que le pouvoir exécutif est fait et ainsi agir comme représentants, qui sont leur rôle premier. La façon d'y parvenir est par le biais du processus budgétaire et de contrôle de l'argent dépensée. Il a ajouté que le défi est comment les parlementaires peuvent s'assurer qu'ils sont à l'avant-garde de ces engagements.

L'honorable Nagahama d'accord avec ce qui avait été dit qu'il a fait partie de la position et de l'opposition et a tous les deux de ces expériences. Il a déclaré que ces questions doivent être débattues dans les manières productives. En ce qui concerne le Président de Côte d'Ivoire, il a dit qu'il faut agir sur sa propre croyance, même quand sa situation politique est difficile en tant que parlementaire. Pas question de situation politique MPs, qu'il/elle doit poursuivre les efforts afin d'assurer le bien-être des personnes. Il réfléchit sur la façon dont ses aînés lui a dit l'importance de disposer d'a-jamais-give-up-esprit.

L'honorable Frank Annoh-Dompreh a rappelé que les parlementaires ont à se battre pour la séparation du pouvoir et de faire en sorte que le Parlement est en effet indépendant parce qu'alors les parlementaires peuvent parler leur esprit objectivement et en toute confiance.

Enfin, Président de la session a soulevé la question de confiance et comment l'indépendance des parlements peut être atteints grâce à la réforme constitutionnelle, et il a donné l'exemple du Botswana, qui, en raison de ne pas avoir un système de parti a pu atteindre la responsabilisation, de transparence et de démocratie. En outre, séparation des pouvoirs ne viendra pas de la maison internationale, mais de renforcer les institutions à la maison.

Rôles des parlementaires et un nouveau programme de développement du point de vue africain

L'honorable Frank Annoh-Dompreh, MP, Ghana

L'honorable Annoh-Dompreh a présenté le système parlementaire du Ghana avec survol historique. Constitution du Ghana, l'Article 93, paragraphe 2 établit corps législatif, un Parlement monocaméral composé de 275 membres avec "légiférer" comme l'une des fonctions plus importantes du MPs. en conséquence, fonction législative consiste en passant les factures et scruter les textes réglementaires et décider si ceux qui prennent un effet. Le Parlement jouit de séparation des pouvoirs et exerce une fonction de supervision. Il a souligné que la fusion de la constitution a permis des présidentielles et le système parlementaire, où le cabinet des ministres et les ministres sont soit nommés à l'intérieur et à l'extérieur du Parlement. Le Parlement exerce une fonction législative ; contrôle financier sur les fonds publics ; contrôle du pouvoir exécutif en examinant les mesures politiques et la conduite exécutive ; forum figuratif comme mécanisme pour MPs attirer l'attention sur les problèmes dans sa circonscription ; et fonction délibérante. En ce qui concerne la fonction de contrôle, il a souligné que, parce que les politiciens voient le bureau MPs comme plate-forme pour augmenter leurs chances de devenir ministres, les députés du parti au pouvoir ne contrôlent pas le gouvernement. En donnant le contrôle historique de la législature, il a indiqué que le Parlement a traversé de nombreuses transitions avec des gains dans ses effectifs. Avec la maturation de la démocratie du Ghana, il est prévu que les députés seront initiés et mettre en œuvre les projets de loi émanant des députés. L'honorable Annoh-Dompreh a posé une question en ce qui concerne la "séparation des pouvoirs" et fourni quelques exemples comment les organes du gouvernement ne font pas de MP d'indépendant: le Président, qui ne fait pas partie du Parlement, consent à toutes les factures pour devenir des actes; le Président nomme les ministres, les dirigeants, mais c'est l'objet d'une approbation par le Parlement; nominations judiciaires dépendent d'approbation du Parlement, mais le pouvoir judiciaire peut déclarer une loi du Parlement inconstitutionnel, d'enrôler quelques. L'un des principaux problèmes est la corruption, et le Parlement n'a pas pu effectuer son rôle de supervision parce qu'il manque d'autonomie et indépendance du pouvoir exécutif. En conclusion, il a donné plusieurs recommandations comment renforcer le Parlement afin de remplir ses fonctions de surveillance:

- Abolir la pratique de nommer les ministres du Parlement
- Le Parlement doit bénéficier d'une autonomie financière suffisante mandat de lutte contre la corruption
- Introduire des mesures d'établissement de faire rapport au Comité des comptes publics
- Pratique de la voix de vote (acclamation) doit être stoppée.

Rôles des parlementaires et un nouveau programme de développement du point de vue africain

L'honorable Paul Chibingu, MP, Malawi

Dans l'Introduction, l'honorable Paul Chibingu a fait un survol des parlements et de leurs rôles. Fonctions parlementaires sont souvent fixées dans la constitution d'un pays et fournissent des freins et contrepoids à l'exécutif. En conséquence, il y a trois fonctions principales :

- législation ;
- représentation des intérêts du peuple, qui est la base d'un système parlementaire ;
- oubli ou les questions de contrôle de l'exécutif qui est la clé d'une bonne gouvernance, la responsabilisation de la direction pour les ressources et les budgets nationaux.

L'honorable Paul Chibingu, reflété sur le nouvel Agenda de développement connaissent comme les objectifs de développement durable (SDG) adoptée par l'ONU en septembre 2015. En ce qui concerne l'Afrique, l'Union africaine a mené dans ce processus participatif et est venu avec une Position africaine commune (PAC) d'afficher 2015 d'un développement entraînant une appropriation collective du nouveau programme de développement. Le second résultat est 2063 de l'ordre du jour, une vision collective et une feuille de route pour la croissance de l'Afrique pour les 50 prochaines années. Il met l'accent sur la nécessité de l'industrialisation, au développement des infrastructures et de bonne gouvernance ainsi que la création d'emplois comme ses priorités. En conclusion, l'honorable Paul Chibingu a déclaré que si l'Afrique veut atteindre les SCGs et long terme 2063 de l'ordre du jour, il doit avoir le système parlementaire fort d'offrir des chèques et bilans au pouvoir exécutif ; partenariats solides continentales et nationales ; s'assurer suffisamment de ressources au niveau national qu'international ; et enfin, d'avoir activé environnement pour faire de bonnes lois.

Discussion

Présidente : L'honorable Highvie Hambulo Hamududu, MP, Zambie

L'honorable Mariame Keita Traore, à réagir à la présentation du Ghana, a déclaré que les changements constitutionnels doivent être adopté dans son pays un an et demi plus tard et elle voudrait s'efforcer d'adopter les modifications semblables comme au Ghana. Elle croit qu'elle doit être une opposition dans ce cas et vont à l'encontre du pouvoir. Malheureusement, les députés n'ont aucune mesure d'agir.

L'honorable Marie Rose Nguini Effa s'est demandé si les ministres sont choisis parmi les membres du Parlement ou non. Au Cameroun, ce n'est pas le cas; ils sont choisis parmi la société civile et c'est très différent des autres pays. En ce qui concerne la constitution, le Cameroun a un forum pour poser la question du gouvernement, les questions sont discutées dans le forum et au gouvernement. Cependant, au Cameroun, il est difficile d'établir des lois visant à renforcer le statut des femmes et lois concernant le VIH ne peut pas être mis en place en raison de préoccupations d'ordre éthique, parce que la maladie perçue comme très faible. Autre question est que, en raison de la constitution, le Président peut servir pour toujours.

L'honorable Andrew Toboso a conclu, en ce qui concerne les deux présentations, qu'il y a une frustration au sujet de la vérification des parlementaires et des soldes sur le pouvoir exécutif. Il a accepté avec L'honorable Nguini Effa que même quand un ministre est nommé hors du Parlement peut manquer de faire le rôle de surveillance. Il a soulevé toute autre restriction sur les échanges et le commerce qu'Afrique s'oriente vers le développement international. L'Afrique devrait reconnaître que s'ils négocient ensemble ils ont avantage.

L'honorable Frank Annoh-Dompreh, en réponse à l'honorable Traore, a déclaré que le type de la constitution, un pays adopte dépend du contexte de ce pays. Dans son cas, s'il veut des circonscriptions pour l'entendre, il utilise les médias, par exemple radio. Il a apporté un exemple comment un responsable de l'organisme de lutte contre la corruption a été prise après que l'initiative a été prise à la presse.

En réponse à la question de savoir ce que les africains peuvent attendre de la TICAD, l'honorable Paul Chibingu dit que, si les lois ne sont pas bons que les cinquante prochaines années seront dépensées en vain. Africains doivent tout d'abord regarder dans leurs lois et constitutions et ensuite attendre l'aide de partenaires.

Président de la session a répondu que les gens qui ont voté pour les parlementaires peuvent demander ce qui a été livré, et nous devons veiller à ce que la constitution est livrée. En outre, conditions de l'aide doivent être posées et aides doit être fondée sur la bonne gouvernance et des institutions fortes.

Dr. Osamu Kusumoto a précisé pourquoi ce programme a été lancé il y a sept ans. Parlementaires devaient rendre compte comment les dons sont dépensés, mais pas de mécanisme a existé. Parlementaires a tenu le débat sur la façon dont ceci peut être amélioré. Ainsi, à la suite de projet APDA-JTF, qui a été a duré pendant six ans et où les parlementaires ont plate-forme pour des discussions de plusieurs pays, tels que la Zambie et Ouganda ont adopté des lois connexes.

Session 3. Tables rondes « Recommandations à TICAD basé sur les perspectives de chaque région de l'Afrique »

L'honorable Andrew Toboso, MP, Kenya (Afrique de l'est)

L'honorable Toboso a exprimé sa gratitude au Japon et les organisateurs de la réunion. Il a souligné que le développement ne peuvent pas être discuté sans paix, et que le Japon est le seul pays qui n'a pas avoir les mains dans les conflits en Afrique. L'honorable Toboso a fourni des données sur la situation actuelle en Afrique orientale : estimée 145,5 millions de personnes d'ici 2010; 5,4 enfants par femme ; espérance de vie à la naissance varie de 50-55; Le PIB est \$ 147,5 milliards avec un chômage élevé. L'Afrique doit relever plusieurs défis qui viennent avec ce type de population: taux élevé de la population un impact de développement comme les investissements sont minimales; fragmentation de terres ayant une incidence sur l'agriculture moins commerciaux de l'agriculture; tributaire de l'agriculture de pluie nourri qui affectent la sécurité alimentaire ainsi chaque changement climatique influe sur la sécurité alimentaire; taux de transition à l'école secondaire s'élève à 82 % (2016); épuisement des ressources naturelles; personnes-sauvage des conflits de la vie qu'ils se disputent les ressources; terrorisme mondial, en particulier les attaques d'Al Shabab. Défi supplémentaire qui doit être mentionné est la drogue et la traite des êtres humains.

L'honorable Toboso a souligné que certains progrès ont été réalisés en ce qui concerne la TICAD: amélioration de la parité entre les sexes dans l'éducation avec des variations régionales; reforestation en retard; couverture maladie universelle ne pas obtenue; maternelle et la mortalité infantile diminue; femmes et filles parcourent de longues distances pour obtenir de l'eau, et gestion des déchets est un problème. L'honorable Toboso a fourni des statistiques détaillées sur les progrès réalisés sur la santé maternelle. Autres sujets de préoccupation sont, par exemple la disposition tendue des besoins essentiels comme l'éducation, de santé, de nourriture et d'abri ; environnement la dégradation et le changement climatique, ...etc. Questions de population sont importantes, car il n'y a pas de croissance économique sans population comme facteur de conduite. L'honorable Toboso fait suite aux recommandations de la TICAD, qui ne sont pas spécifiques à un pays et sont pas complète : intégration de la variable de la population dans la planification nationale dans le domaine d'activité; intégrant de jeunes, de femmes et de vieillissement au développement; impliquant des organisations de la société civile et des communautés locales dans la mise en œuvre; qui englobe le principe de la bonne gouvernance dans les activités de programme; y compris le programme d'éducation civique agressif incorporé dans l'éducation, semblable à celles qui JICA appuie en Afrique dans les années 1990.

L'honorable Jose Manuel Tavares Sanches, MP, Cap-Vert (Afrique de l'Ouest)

Population, développement et santé reproductive en Afrique de l'Ouest, quelle que soit la différence entre les pays, est devenue une priorité dans la plus large en Afrique subsaharienne que ces pays se caractérisent par une très lente transition démographique et de la fertilité avec une croissance démographique rapide. En conséquence, ils doivent relever des défis relatifs au développement qu'ils ont besoin pour construire et renforcer les capacités humaines. Afin d'aborder les questions de population et développement que devrait se concentrer sur la santé sexuelle et reproductive. L'honorable Sanches présenté certaines tendances démographiques dans la région : élevé à la naissance et la mort des taux alors que le déclin de la fécondité est nécessaire pour permettre aux pays ouest-africains à atteindre leurs objectifs de

développement social et économique. Par exemple, un moyen faible taux de fécondité est à l'île Maurice (1.9.) et le plus haut est au Niger (8). Deuxième mortalité maternelle: le chiffre varie de 400 décès maternels pour 100 000 naissances à 900 dans certains pays. La proportion de risque de mortalité maternelle est 01:16 en Afrique sub-saharienne, et une des causes principales est le manque de professionnels qualifiés, c'est-à-dire des infirmières. En termes de mortalité infantile, il y a une tendance manifeste indiquant la diminution des décès. Cependant, Afrique de l'Ouest a rendu de taux les plus élevés au monde : par exemple, les enfants qui vivent à moins de un ans, la mortalité infantile varie de 52 à 1000 naissances au Ghana à 282 pour 1000 naissances au Niger. En termes d'utilisation des contraceptifs, l'honorable Sanches État qu'il y a une prévalence faible dans l'utilisation des contraceptifs dans la plupart des pays, moyenne en Afrique est de 28 % ; les plus performants sont Maurice (76 %), Egypte (57 %) et l'Afrique du Sud (55 %) tandis que le plus bas a été enregistré au Tchad (2 %), la République démocratique du Congo, Guinée-Conakry, Guinée-Bissau et le Rwanda (4 %). Les estimations en cours d'utilisation de contraceptifs sont appliquées aux femmes mariées seulement, et l'utilisation de contraceptifs modernes est de 19 %. Il y a une fréquence élevée d'avortements non médicalisés 28 %, tandis que dans l'Afrique de l'Ouest 13 % des cas d'avortement causer la mort de la mère.

Infection sexuellement transmissible : le taux d'infection varie de 2 % à Madagascar à 38 % au Swaziland. En dépit de donateurs et de la volonté politique soutien l'accès au traitement antirétroviral est faible et s'élève à 11 %. Les plus vulnérables de la population sont jeunes femmes avec presque deux fois le nombre d'infectés dans l'Afrique subsaharienne. En matière de santé sexuelle et génésique chez les adolescents, 15-19 ans, qui représentent 20,3 % de la population africaine, courent un risque élevé de grossesses non désirées, infections sexuellement transmissibles, avortements non médicalisés, etc. Plus loin, il a fourni des statistiques détaillées. La mutilation génitale féminine est relativement élevée, cependant il n'y a aucun droit sur cette question. Le pourcentage des mutilations génitales féminines varie de 10 % dans la République démocratique du Congo et 89 % en Erythrée. Même si les violences sexuelles et familiales est répandu dans la plupart des pays africains, le phénomène est encore largement abandonné en raison des raisons socioculturelles et le manque de lois pertinentes.

En conclusion, l'honorable Sanches retraités tous les défis que l'Afrique de l'Ouest fait face quant à la santé sexuelle et génésique, en insistant sur l'urgence pour faire face à ces défis. Sa pointe vers la nécessité pour les pays ouest-africains d'examiner les lois et politiques pertinentes et pour étendre les services de santé sexuelle et reproductive pour inclure tous les groupes d'âge.

L'honorable Marie Rose Nguini Effa, MP, vice-président du FPA, Cameroun (Afrique centrale)

Dans son allocution, l'honorable Nguini Effa a parlé de l'Afrique centrale. CEMAC est le nom de l'union économique. Après avoir expliqué les frontières de la région, l'honorable Nguini Effa a ajouté que la taille de la région est 2,700,000 km² de terres à faible densité de population de 50 millions de personnes, tandis que la région est riche en ressources naturelles, de forêts et de l'agriculture. La région est confrontée à l'instabilité géopolitique, répartition de la population n'est pas en moyenne et les femmes représentent la moitié de la population. 45 % de la population est âgée de 15 ans et moins, l'âge de la population moyenne est de 17 à 20 ans. En dépit de différents pays, prenant de nombreuses initiatives, les conditions de police sanitaire ne sont pas bonnes: chaque femme donne naissance à six enfants, alors que les très jeunes filles ont des enfants. La mortalité infantile est à la baisse, mais il est toujours en haut,

plus 30 %. Au Cameroun, les femmes plus 782 par 100,000 perdent leur vie ; durée de vie moyenne est de moins de 60 ans, et le VIH est l'une des principales causes. Infections à VIH ont fort impact sur la région. Ce tableau démographique doit être changé car il y a une proportion élevée de jeunes. La sécurité est très faible et quelque chose doit être fait à ce sujet, et cela est lié à la forte proportion de jeunes dans la population. Ces jeunes ont besoin d'être habilités, formation professionnelle doit être donnée à eux afin qu'ils ont la puissance positive sur le pays et faire partie du cycle économique.

Sur la question de la santé et les jeunes, des soins de santé doit être amélioré afin de réduire la mortalité maternelle et infantile, les programmes de planification familiale doivent être soutenus. Le terrorisme, les Boko Haram et les autres groupes contribuent à l'instabilité de la région. En 2015, au Cameroun, 375000 personnes sont devenus des réfugiés dans leur propre pays et d'autres à l'extérieur, alors que 17 millions de personnes sont dans un besoin de l'aide humanitaire. La plupart des gens n'ont pas d'emploi adéquat et ils perdent leurs maisons, et manque de nourriture est un problème grave. Afin de permettre le développement de la région, l'honorable Nguini Effa a déclaré que la santé de chaque personne doit être améliorée, et chacun devrait avoir accès à l'éducation de vie protégée. Finances et grandes ressources doivent être investis pour y parvenir, et elle appelée société internationale pour ce soutien. En outre, elle a fait appel à l'aide internationale en matière de sécurité.

Princesse de l'honorable Phumelele, MP, Swaziland (Afrique australe)

Toile de fond des Nations Unies OMD et Stéphanie récemment adoptée qui guident l'action pour le développement au cours des 15 prochaines années, l'honorable princesse Phumelele introduit la notion de Renaissance africaine dans le but d'unir l'Afrique, c'est-à-dire, de transformer et de développer le continent à sa manière unique. Les zones de transformations possibles sont politiques, de développement et de commerce, y compris les défis de transformation: la pauvreté et la santé. L'honorable princesse Phumelele a souligné que même si le continent est abondant est ressources naturelles et l'énergie, il n'a pas la capacité d'exploiter son plein potentiel. Cependant, l'Afrique a réalisé qu'investir dans son propre peuple est le plus important bloc de construction dans la réalisation de Stella. La responsabilité en est dans les mains de chaque Parlement et le gouvernement de chaque pays. Elle a souligné que la Renaissance africaine est une philosophie de l'espoir et optimisme pour la population en Afrique, lancé par le peuple de l'Afrique, donc l'objectif principal est de mobiliser le peuple de l'Afrique à prendre leur destin en mains propres. Toutefois, ce processus fait face à des contraintes: crise de la dette, le sous-développement et les relations politiques instables.

Afin d'intégrer la population et le développement des programmes d'Action et aligner les SDGs, comme l'a expliqué l'honorable princesse Phumelele, Swaziland mis en place un cadre politique, embarqué sur six piliers des stratégies et mesures:

- (1) stabilité macroéconomique en particulier dans les domaines de la croissance économique et de la discipline budgétaire;
- (2) juste répartition des fruits de la croissance par le biais de la politique fiscale qui comprend la mise en place du Fonds de réduction de la pauvreté, augmentation des dépenses des secteurs sociaux et de prudence budgétaire et de discipline;
- (3) habilitant et permettant aux pauvres de générer des revenus et de réduire les inégalités;
- (4) développement du capital humain avec la jouissance des libertés fondamentales, la sécurité sociale et contentement;
- (5) améliorer la qualité de vie fondée sur la protection sociale et juridique des groupes vulnérables;

(6) principe bonne gouvernance : règle de droit, transparence, réactivité, orientation de consensus, équité et inclusion, efficacité et efficacité et la responsabilité.

En conclusion, l'honorable princesse Phumelele mis en évidence l'appréciation du Parlement du Swaziland pour les relations bilatérales avec le gouvernement japonais compte tenu du fait que ces relations boosté les stratégies permettant d'intégrer la population et le développement, grâce à des initiatives de financement énormes du Japon en ce qui concerne l'économie, ainsi qu'en matière de gouvernance et développement du capital humain. Elle appelé pour une intervention positive supplémentaire par le Japon car ils vont vers l'e-Parlement.

Discussion :

Présidente : L'honorable Frank Annoh-Dompreh, MP, Ghana

Président de la session résumées toutes les quatre présentations indiquant que les questions débattues coupe entre les diverses régions et questions, telles que les ressources naturelles, le chômage des jeunes, des dépenses récurrentes, question de la durabilité des projets initiés par les partenaires au développement, appuient aux groupes vulnérables comme les femmes et les enfants, la question de l'éducation. Ces questions doivent être catégorisées et données la priorité à maximiser le rendement.

Réunion de synthèse

L'appel de synthèse au gouvernement japonais a été lu par l'honorable Marie Rose Nguini Effa, MP, vice-président du FPA, Cameroun,. Elle a encouragé les commentaires et après discussion l'appel a été adopté à l'unanimité par les délégués.

Cérémonie de clôture

Adresses de clôture

L'honorable Marie Rose Nguini Effa, MP, vice-président du FPA, Cameroun

L'honorable Nguini Effa a exprimé sa gratitude pour les parlementaires de cotisations faites, tout en exprimant sa gratitude au Japon pour permettre la réunion et pour son aide continue à l'Afrique depuis 1993, lorsque l'Afrique était en très mauvais état. Elle a exprimé la gratitude parce que TICAD récent il a été décidé d'augmenter l'aide considérablement, tandis que d'autres organismes ont suivi le. Elle a exprimé son espoir que les parlementaires japonais favoriseront la déclaration d'aujourd'hui et qui figurera dans la déclaration de la TICAD ainsi. Elle a souligné qu'ils ont un engagement afin de refléter les opinions de ceux qui n'ont aucun voix et de continuer à travailler avec l'IPPF, FNUAP et le Japon d'avoir ces recommandation reflète dans la déclaration de la TICAD. En conclusion, l'honorable Nguini Effa a déclaré que, même si la visibilité de l'effort généreux du Japon a diminué, tout le monde en Afrique apprécie toujours ce que le Japon a fait pour le continent.

Adresses

M. Lucian Kouakou, directeur régional Afrique de l'IPPF

M. Kouakou a reconnu la présence de Corps diplomatique africain (ADC) lors de la réunion et les remercie pour leur soutien et travaillent au sein du processus de la TICAD. Il a réitéré l'espoir par l'honorable Nguini Effa que l'appel s'intégrera dans le communiqué officiel du TICAD VI. Dans son discours, M. Kouakou a résumé le débat qui s'est tenue depuis le matin. L'orateur principal, l'honorable Aisawa, Senior Vice-Président de JPFP, a parlé des principaux facteurs qui doivent être prises en compte, tels que : terrorisme, conflits, réfugiés et crise humanitaire, santé reproductive, accès universel mondial, santé maternelle et néonatale, planning familial et accès à la contraception et autres questions de population.

En ce qui concerne la session intitulée « Attente africaine sur TICAD », M. Kouakou a rappelé l'allocution prononcée par l'honorable Mihara sur Initiative de l'ABE et importance de l'éducation, comme cette initiative trains africains à retourner dans leurs pays et travaillent pour leur développement. Honorables membres des Zambie, Côte d'Ivoire et l'Ethiopie ont partagé leurs attentes au sujet de la TICAD, qui tous mettent en lumière des problèmes communs dans toute l'Afrique. Des questions importantes soulevées sont individuelle, communauté de, partenariat public et privé et la participation des dirigeants de la Communauté dans le processus, fondé sur les expériences partagées par l'honorable Annoh-Dompreh du Ghana.

Deuxième session, le « rôle des parlementaires et un nouveau plan d'action » évoqué l'importance du rôle de parlementaire dans l'agenda de développement et a souligné la nécessité d'un système parlementaire forte qui sera en mesure d'offrir des freins et contrepoids sur le pouvoir exécutif. Afin d'accomplir ces ressources suffisantes doivent être produites au pays et à l'externe, tandis que l'environnement pour faire de bonnes lois porteur doit être assuré. Honorables parlementaires du Ghana appelé pour un nouvel agenda de développement, tandis que l'honorable parlementaire du Ghana a réclamé un engagement collectif et individuel à la réalisation du développement en mettant l'accent sur l'amélioration de la législation, exécution du budget et la responsabilisation. M. Kouakou reflète les parlementaires des rôles forts de la FPA a joué dans la réunion de Stockholm avant la CIPD au-delà de 2014, la Stella et la déclaration d'Addis-Abeba. Troisième section, «

Recommandations à TICAD basé sur les perspectives de régions d'Afrique, » a mis en évidence la recommandation de l'honorable Toboso sur l'intégration des variables de population comme outil de planification des processus de la TICAD, activation du processus de l'ICPP et la nécessité de réorganiser le modèle de la JICA d'éducation datant des années 1990. Représentant du Cap-Vert a parlé de problèmes rencontrés en Afrique de l'Ouest avec recommandation de prioriser des SSR en VI de la TICAD. Honorable parlementaire de Cameroun a mis en évidence les défis de l'Afrique centrale, une des régions plus riches et doivent aborder les questions pertinentes à l'éducation, la planification familiale, combat le terrorisme, crise humanitaire de connexe. L'honorable princesse Phumelele, député du Swaziland, a souligné six secteurs prioritaires : la stabilité macroéconomique, intensification de la distribution des ressources, autonomisation des pauvres pour générer des revenus, le développement du capital humain et l'accessibilité de la santé et améliorer la qualité de vie et la bonne gouvernance.

Dans la deuxième partie de l'adresse, M. Kouakou a parlé le cadre stratégique de l'IPPF organisé autour de quatre principaux résultats et huit cibles. Premier résultat est de s'assurer que les engagements en faveur de l'égalité des sexes et la santé sexuelle et reproductive (SSR) et les droits. Deuxième résultat met l'accent sur la jeunesse et l'éducation sexuelle. Troisième résultat est de continuer à promouvoir l'autonomisation en mettant l'accent sur les personnes vulnérables et marginalisés. Le résultat final met l'accent sur la prestation de services de SSR : des services d'avortement sans risques et des programmes de prévention du VIH. M. Kouakou a conclu son discours en exprimant l'espoir que les parlementaires seront réuniront à nouveau pour s'assurer que les recommandations sont prises en compte.

Adresses

Mme Junko Sazaki, directeur du Bureau de Tokyo du FNUAP

Mme Junko Sazaki, a exprimé sa gratitude pour les discussions ouvertes et l'occasion d'entendre directement les attentes africaines sur la TICAD. Elle a remercié le Président, M. Kouakou et l'honorable Nguini Effa pour déclaration sommaire et concis de la réunion. En outre, elle a étendu son appréciation le gouvernement du Japon et le Fonds d'affectation spéciale Japon à un financement pour cet événement. En outre, elle a remercié l'honorable Fukuda, l'honorable Tanigaki et l'honorable Abe car ils sont la raison pour laquelle le FNUAP peut travailler avec les parlementaires. Mme Sazaki a félicité l'IPPF et APDA pour leur soutien continu et les travaux sur les questions de population. Elle a souligné l'importance de la TICAD V pour mettre les questions de développement, les jeunes, l'autonomisation des femmes, l'égalité des sexes, les programmes pour la santé sexuelle et reproductive (SSR) et la planification familiale à l'avant-scène. Elle a déclaré qu'en coopération avec le siège de l'FNUAP et Dr. Babatunde Osotimehin, bureau Afrique du FNUAP, FNUAP Bureau de Tokyo, représentant du FNUAP au Kenya, ainsi qu'avec le soutien de représentants de l'Afrique, l'IPPF et ONG, ils continueront à travailler sur le dividende démographique vers TICAD VI. En conclusion, Mme Sazaki espérait à l'occasion de rencontrer et de travailler à nouveau avec les parlementaires.

Adresses

L'honorable Toshiko Abe, JFPF, Japon

L'honorable Toshiko Abe, Directeur exécutif adjoint, a exprimé son appréciation pour des discussions productives. Comme elle voit l'avenir radieux pour l'Afrique et ils ne veulent pas laisser personne derrière, elle va travailler avec ses collègues du Parti démocratique libéral

(LDP) à améliorer l'aide gouvernement japonais productif en passant en revue toute l'Organisation internationale. En conclusion, elle a remercié les parlementaires et exprimé le souhait de les rencontrer à nouveau.

Journée de la réunion 2

Le 5 février 2016

Ministère des affaires étrangères (MOFA)

Les politiques de développement de l'Afrique et mesure vers TICAD VI

L'Ambassadeur Norio Munruyama, directeur-général (Ambassadeur), Département des affaires africaines du MOFA

L'Ambassadeur Maruyama a exprimé son honneur pour rencontrer des parlementaires de pays africains. Dans sa présentation, il s'est concentré sur ce qui suit: VI de TICAD à venir au mois d'août, la signification et l'importance de la tenue de la réunion en Afrique pour la première fois, le changement de calendrier, de cinq à trois ans et ses conséquences. Le changement dans l'intervalle repose sur la prémisse que dorénavant la réunion se relaièrent au Japon et en Afrique. L'Ambassadeur Maruyama s'étonne qu'il y a des africains, qui lui rendait visite plus tôt dans la semaine, qui ne savent pas sur la TICAD. En ce sens, il a déclaré qu'il est nécessaire de redoubler d'efforts sur les relations publiques.

L'Ambassadeur Maruyama a donné un aperçu historique du processus TICAD, qui est une rencontre bilatérale entre le Japon et les pays africains et une conférence internationale pour discuter du développement africain. TICAD est synonyme de la Conférence internationale de Tokyo pour le développement africain. En plus du gouvernement japonais, les co-organisateurs de la réunion sont le PNUD, la Banque mondiale et autres organisations internationales. Récemment, il y a eu une plus grande implication de l'Union africaine. Afin d'accroître l'engagement des Nations Unies, l'Ambassadeur Maruyama a déclaré qu'ils ont demandé l'intervention du Secrétaire général adjoint chargé des affaires africaines. Il est important de noter que les participants de la TICAD ne sont pas originaires de pays africains seuls. En ce qui concerne les pays africains, la participation est au niveau du premier, et pour d'autres pays, la participation est au niveau ministériel. Quant aux avantages d'avoir une réunion au Japon, l'Ambassadeur Maruyama dit que dans cette façon peuple japonais et la société civile se sentent beaucoup plus proches des pays africains et il ya un sentiment accru qu'au Japon devrait coopérer avec les nations africaines. En ce sens, TICAD V et V de la TICAD j'ai sont concentrent sur la façon de coopérer avec l'entreprise.

L'Ambassadeur Maruyama a signalé que beaucoup plus d'attention sera accordée à la réunion de cette année et dans le monde il y aura davantage l'accent sur les relations entre le Japon et l'Afrique. Il existe de nombreuses raisons à cela, et le principal est qu'en 2016 Japon interrogera à adhérer au Conseil de sécurité de l'ONU pour les 3 prochaines années. Selon l'Ambassadeur Maruyama, si TICAD devait avoir lieu comme prévu à l'origine, l'adhésion au Conseil de sécurité ne serait jamais arrivé. En outre, l'année 2016 est une année marquante pour le Japon que le Japon préside le G-7 réunion et il est membre du Conseil de sécurité des Nations Unies. Il a souligné que dans ce contexte, les gens qui n'étaient pas intéressés par TICAD avant trouveront TICAD plus attrayant.

L'Ambassadeur Maruyama a continué son discours en parlant des engagements pris à la TICAD V et des mécanismes de suivi transparents. Le plan formulé en 2013 a été fondé sur les hypothèses qui était prévisible à l'époque. Toutefois, entre la période de juin 2013 et 2016, l'Afrique a subi plusieurs transformations et fait face à plusieurs changements. Tout d'abord,

l'épidémie d'Ebola qui a exposé la faiblesse des soins de santé services dans la région et souligné la nécessité d'une couverture maladie universelle. Par conséquent, ce seront les principaux domaines à explorer à la TICAD prochaine. Le deuxième point qui pas été prévisible est une augmentation de l'extrémisme violent. Les problèmes de fond derrière ce phénomène sont la pauvreté chez les personnes atteintes de chômage des jeunes. Le troisième point est une forte baisse des prix des ressources, principalement le prix du pétrole. À cet égard, TICAD doit approfondir la question de la diversification de l'économie afin de rendre les économies plus résistantes et l'agriculture. Une question supplémentaire qui sera discuté à la TICAD est un suivi sur TOC21 et autres conférences internationales, en mettant l'accent sur les énergies renouvelables. Compte tenu du fait qu'historiquement TICAD s'est tenue dans l'esprit de l'appropriation par les pays africains, soutenus par le partenariat, l'Ambassadeur Maruyama fait que par le biais de TICAD peut supporter l'Agenda 2063, étant donné que cet Agenda peut aider les pays africains en termes de réalisation de Stella.

En conclusion, l'Ambassadeur Maruyama a soulevé une question quant à ce qu'au Japon, dans le cadre de la TICAD, peut faire pour résoudre les problèmes mentionnés ci-dessus. Tout d'abord, il peut utiliser la technologie disponible dans le secteur privé au Japon et de la capacité de développement humain. Développement des ressources humaines est le point fort du Japon, et beaucoup peut être fait, par exemple professionnelle service formation. Ce qui doit être discuté lors de la prochaine TICAD, c'est comment il peut être utilisé encore mieux.

Un des exemples de l'utilisation que l'Ambassadeur Maruyama mentionné est l'énergie géothermique. Autres domaines incluent la santé et des services médicaux, diversification de l'économie où les entreprises japonaises peuvent conduire vers des solutions à certains problèmes rencontrés par l'Afrique. La zone qui ne doit pas être oubliée est l'agriculture. La priorité est de construire les chaînes de valeur alimentaire étant donné que la vente d'un produit alimentaire avec une augmentation de la valeur se traduit par une augmentation du revenu. Il a conclu que, dans ce contexte, présence d'affaires au prochain TICAD sera beaucoup plus élevé.

Enfin, il a réitéré sa position que pour avoir réussi TICAD, assistance de chaque parlementaire honorable unique est nécessaire. Ainsi que de la TICAD, il y aura supplémentaires côté-événements où des parlementaires japonais et africains pourraient rencontrer. Ambassadeur Maruyama a demandé à des parlementaires africains à examiner comment chacun de leurs pays peut contribuer à la TICAD réussie et d'essayer de sensibiliser leurs populations au sujet de la TICAD.

Discussion:

Dr. Osamu Kusumoto reflété sur la relation entre les questions de développement et de la population en expliquant comment les obstacles au développement, ce qui signifie que développement ne peut plus être durable peut entraîner une augmentation de population. En outre, il existe de nombreux enjeux contradictoires, par exemple Zika ou Ebola, et fonds pour aborder ces différentes questions sont limitées. L'approche principale vers le développement durable en ce qui concerne l'augmentation de la population peut être résumée comme gestion de commande et de l'accouchement naissance et grossesse, qui sont au centre des travaux de l'APDA. L'autre remarque faite par Dr. Kusumoto a été liées aux manifestations parallèles avant la TICAD VI, à savoir les réunions entre les parlementaires. En ce sens, APDA, en coopération avec l'IPPF, JPPP et Parlement éthiopien souhaiterait accueillir un tel événement, et il estime qu'un effort coordonné avec le gouvernement japonais serait utile. Cet Ambassadeur Maruyama a répondu que la fin de février se tiendra une réunion avec les coorganisateur, et ils auront plus d'informations à partager après.

L'honorable Marie Rose Nguini Effa, député du Camerosur, a exprimé sa gratitude pour la réunion et fait des commentaires à l'appui aux intentions de l'APDA de tenir la réunion du Parlement éthiopien et à coordonner cet événement avec le gouvernement japonais.

L'honorable Frank Annoh-Dompreh du Ghana, s'est félicité de la décision d'avoir TICAD tous les trois au lieu de cinq ans et d'avoir un système de rotation. En outre, il a félicité le Japon comme le seul pays qui a les mains propres en termes de conflits à travers l'Afrique. Il a déclenché une question liée à un manque de coopération entre la JICA et parlementaires dans son pays, et il a suggéré qu'APDA, en collaboration avec Ministère des affaires étrangères, devrait établir une sorte de coopération avec la JICA et les parlementaires afin que cette collaboration donne de meilleurs résultats en ce qui concerne les problèmes de population.

Pour cela, Dr Kusumoto a fait un bref commentaire que chaque pays aborde les questions de population par le biais de comités nationale et qu'établir ce type de coopération à l'échelle individuelle peut s'avérer difficile.

L'honorable Nguini Effa réfléchi à faible visibilité de l'aide du Japon dans son pays. Elle a apporté un exemple de sa conversation avec l'Ambassadeur du Japon au Camero, indiquant qu'il n'y a faible promotion des aides japonaises dans les médias et parmi le public à Cameroun. Elle a suggéré que le Japon devait posséder une communication plus active sur leurs contributions aux personnes au Cameroun.

L'Ambassadeur Maruyama a répondu qu'il apprécie son entrée sur l'utilisation de la télévision et de radio de diffuser l'information et que le Japon s'efforce de communiquer leur aide, cependant, ils utilisent texte multimédia principalement.

M. Lucian Kouakou, Afrique directeur régional de l'IPPF, a exprimé son regret que plus les organisations de la société civile ne sont pas impliquées dans le processus et a exprimé l'espoir que TICAD prochaine sera plus ouvert pour eux. En outre, il a ajouté que, en ce qui concerne la sensibilisation cette réunion aujourd'hui fait partie de l'effort visant à sensibiliser le public. Il a également fait remarquer qu'il y a un besoin de coopération internationale nouvelle, un nouveau modèle qui impliquerait des communautés et la société civile.

Directeur du Bureau de Tokyo de FNUAP, Mme Junko Sasaki, a saisi cette occasion pour remercier le ministère et le Fonds d'affectation spéciale Japon pour fournir une assistance dans l'organisation de cette réunion. Elle a exprimé l'espoir que la santé sexuelle et reproductive seront des questions importantes lors de la TICAD à venir avec la coopération du gouvernement du Japon à cet égard.

L'Ambassadeur Maruyama, lève la séance en réitérant ses remerciements pour la réunion et une discussion ouverte.

Ministère de l'Agriculture, des forêts et des pêches (MAFF)

Bienvenue Aborder

L'honorable Hidemichi Sato, la parlementaire vice-ministre du MAFF

L'honorable Hidemichi Sato exprime son chaleureusement bienvenu aux parlementaires, affirmant sa conviction que le 21^{ème} siècle est le siècle de l'Afrique. Il a évoqué brièvement ses expériences de la réunion ministérielle de l'OMC au Kenya en décembre dernier, où il avait l'occasion de discuter des questions de commerce et de l'agriculture avec les ministres de Côte d'Ivoire, Ghana, Malawi et au Kenya. Étant donné que TICAD VI met l'accent sur l'implication du secteur privé mais aussi de l'APD, aujourd'hui, il aimerait discuter de la mise en place de la chaîne de valeur alimentaire, comme c'est un élément essentiel pour améliorer la vie de la communauté de l'ensemble de l'agriculture. En conclusion, il a ajouté que les détails sur ces questions seront présentés par le directeur en charge, et félicite une fois de plus les parlementaires.

Remarque

L'honorable Marie Rose Nguini Effa, MP, vice-président du FPA, Cameroun

Dans son allocution, l'honorable Nguini Effa a exprimé sa gratitude au Japon pour ne pas oublier du continent africain et son soutien continu. En raison des terres fertiles et arables, il devrait y avoir une plus grande attention payée agricole et forestiers potentiels. En matière d'agriculture, les africains peuvent apprendre de l'expérience japonaise et s'appuient sur l'expertise des entreprises japonaises pour commercialiser les activités agricoles afin que davantage d'agriculteurs peut prendre en charge leurs moyens d'existence de cette façon. L'honorable Nguini Effa a exprimé sa reconnaissance pour l'occasion d'avoir la TICAD en Afrique pour la première fois et remercie l'organisateur international pour son aide continue.

Africaine de développement agricole, sécurité alimentaire et la Population

M. Osamu Hashiramoto, directeur de la Division des affaires régionales, Département des affaires internationales, MAFF

M. Hashiramoto a donné un aperçu du secteur agricole africain comme l'un des plus importants dans l'économie africaine avec la participation de 60 % en termes de population active, qui tient également une part importante du PIB. La population africaine est estimée à 2 milliards en 2050, et vise à doubler la production alimentaire. Au cours des 20 dernières années, l'Afrique a réussi à doubler la production de blé, de riz, de maïs et de volaille. Dans le même temps, les importations ont augmenté. La sécurité alimentaire est toujours une question aussi une personne sur quatre est sous-alimenté en Afrique subsaharienne. Il a également été signalé qu'il y a des préalable récolte grain perd, et on estime c'est 10 à 20 % de la production initiale. Il a en outre expliqué la participation du Japon à travers la TICAD et carte Initiative, qui est pour augmenter la production de riz en Afrique.

L'objectif fixé en vertu de l'Initiative de la carte est de doubler la production en hausse au cours de la période 2008-2018. L'autre objectif est la promotion de « L'agriculture comme entreprise » afin de permettre aux petits agriculteurs. En outre, en ce qui concerne la TICAD, le MAFF veut promouvoir le développement de la chaîne de valeur alimentaire, amélioration de la nutrition et philologique résilience au climat changé. Chaîne de valeur alimentaire est le

processus de valorisation des produits agricoles dans les phases de production, de distribution et de consommation du processus. Cela conduit à plus de revenus pour les agriculteurs et conduit à une nouvelle réduction de la pauvreté. En outre, il est nécessaire de développer des marchés, systèmes de transport et d'assurer la qualité des produits. Ce faisant, les agriculteurs peuvent générer ou doubler leurs revenus et soutenir leurs moyens de subsistance de l'agriculture. Pour ce faire, il est important de coopérer avec les entreprises du secteur privé. Il a exprimé l'espoir que ces demandes de coopération avec des entreprises japonaises seront posera.

M. Hashiramoto a ensuite parlé des améliorations de la nutrition. L'an dernier Japon mis en place ce que l'on appelle nutrition intensification étude équipe comme un effort international. Dernier point est lié au renforcement de la résilience du secteur agricole étant donné que l'Afrique est directement touchée par les changements climatiques. Afin de combattre ces effets climatiques, plus résilientes plans agricoles ont à être conçu et mesures d'irrigation mis en place. M. Hashiramoto appelé parlementaires pour exprimer leurs opinions liées aux efforts du ministère.

Discussion:

Dr. Osamu Kusumotoa exprimé sa gratitude pour la visite et a fait deux observations. Tout d'abord, il a exprimé son opinion personnelle, basée sur un article publié dans l'ARDEC magazine, intitulé « Les sécurité et la population questions alimentaire en Afrique. » Il a conclu que la polémique de faible utilisation des terres agricoles n'est pas valide car il a appris que la population densité aux terres agricoles est déjà assez élevée. Si c'est le cas, l'accent devrait être mis sur l'amélioration de l'efficacité dans le secteur agricole, et à cet égard, il apprécie les efforts de MAFF, qui a insisté sur la qualité et la productivité. L'autre commentaire concernait les potentiels de transformer un aliment à faible productivité en un produit haut de gamme. Son exemple était celui de sarrasin au Japon. Il a suggéré que si un certain aliment locaux disponible en Afrique est pris et raffiné alors il peut être transformé en un produit haut de gamme plus précieux.

L'honorable Paul Chibingu du Malawi a voulu savoir si le gouvernement japonais a toute intention de construire un barrage au Malawi pour atténuer les effets du changement climatique, quant au Malawi peut bénéficier ainsi le recours est déjà.

En réponse, M. Hashiramotoa expliqué que la construction d'un barrage pourrait être l'une des options, cependant, leur approche est basée sur des projets à petite échelle, par exemple recueillir et stocker l'eau de pluie afin de maintenir l'approvisionnement en eau. En outre, en matière d'agriculture, Japon ne supporte pas les projets massifs. Le représentant de la MAFF a élargi la réponse en disant qu'il y a des autres technologies qui peuvent être employées, telles que les méthodes d'irrigation et de la technologie qui empêche les fuites d'eau.

L'honorable Frank Annoh-Dompreh fait deux requêtes, une sur la foresterie et autre assurance d'indice météo qui pourrait aider à réduire les vulnérabilités. Pour cela, M. Hashiramoto répond qu'il est conscient des différences régionales comme l'Afrique est un continent immense avec une population de 4 milliards. C'est pourquoi il doit parler à l'aide de statistiques générales. En ce qui concerne la question de la foresterie, historiquement TICAD a mis l'accent sur les questions de l'agriculture et de foresterie et il pense que même sera au prochain TICAD. Forestier ne peut pas être négligé car elle a la fonction pour atténuer les impacts du réchauffement climatique et ses effets. En ce qui concerne l'assurance, il a déclaré que, au Japon, cette assurance est fournie par des compagnies nationales et internationales.

Le représentant de la MAFF a ajouté à l'explication en disant que c'est très difficile de calculer les dommages-intérêts réels dans le secteur agricole. Toutefois, en termes de savoir si l'index assurance, afin d'établir l'effet de causalité entre le dommage et le climat, un modèle doit être basé sur une énorme quantité de données, et le ministère a entrepris un projet pilote de travailler là-dessus.

Avant de clore la séance, M. Hashiramoto revient sur une question de produits chimiques dans l'agriculture, c'est-à-dire les pesticides et les engrais car il y aura une augmentation de leur utilisation en Afrique. Il a averti que parallèlement à l'introduction de l'engrais, les pays ont à mettre en place des règles et normes pour elle, ainsi que de trouver des mécanismes pour rendre les agriculteurs conforme à ces règles.

Ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales (MHLW)

Les soins de santé - connexes coopération en Afrique

M. Hiroyuki Yamaya, directeur, bureau de la coopération internationale, ministère de la santé, du travail et du bien-être social, MHLW

M. Hiroyuki Yamaya a accueilli avec satisfaction les honorables parlementaires au ministère. Il a fait un exposé sur la politique de santé du Japon, en particulier sur la politique liée à l'amélioration de la santé publique des deux pays et à l'étranger. Il a souligné que la politique de santé doit être bien adaptée à l'évolution de la démographie et des modes de vie de la population

La présentation contient des informations sur la Stratégie MHLW pour 2035. Au Japon depuis a souffert de maladies infectieuses et des parasites, mais maintenant il est face à ce qu'on appelle maladies non-transmissibles et vieillissement de la population. Ainsi, les politiques de santé ont besoin de suivre la situation et des changements afin d'atteindre la durabilité nécessaire dans le système de santé. M. Yamaya a eu l'occasion de partager les expériences japonaises à cet égard, qui a été suivie par la réflexion du ministère concernant le soutien au processus de l'Afrique et de la TICAD.

Le but principal de la politique de la santé japonaise est de fournir un système de santé qui profitera à tout le monde à certain moment. Les grands principes de cette politique sont : équité, solidarité s'appuient sur l'autonomie et une prospérité partagée pour le Japon et le monde. Elle est suivie de trois visions : tout d'abord, Comment les patients peuvent être fournis avec les soins de santé qui apportent de la valeur pour eux. Deuxième est la solidarité et le soutien de choix personnel, c'est-à-dire de respecter les choix autonomes des destinataires. Et la troisième est d'être leader mondial de la santé. Afin d'accomplir ces, il y a un besoin d'infrastructure, y compris l'information, l'innovation, des Finances saines et professionnels de la santé. Toutefois, cela implique aussi la transformation de la MHLW.

Un changement de paradigme est nécessaire pour refléter le changement de la quantité à la qualité, c'est-à-dire il n'est pas sur le volume de la médecine et les soins dispensés au patient, mais il s'agit de demander si ce que vous fournissez est ce que la personne a besoin. En outre, il y a un passage d'entrée en valeur, ce qui signifie que les valeurs remis au destinataire par le fournisseur. Prochain déplacement est vers la réglementation forte autonomie en mettant l'accent sur l'autonomie des patients ou bénéficiaires, ainsi que celle des fournisseurs de soins de santé tels que les médecins. Le quatrième quart provient de la cure de soin. L'exemple fourni par M. Yamaya est que d'un patient âgé, qui souffre d'un mode de vie maladie et ils ne devraient pas être traités à l'hôpital seul mais il devrait être dans la communauté avec famille et amis, c'est-à-dire un minimum d'intervention de santé avec soin holistique communautaire. Cinquième quart est de la fragmentation à l'intégration, qui consiste à intégrer des soins hospitaliers, les soins de l'infirmière et les soins communautaires.

En outre, M. Yamaya adressée assistance santé du Japon étranger basée sur l'expérience japonaise. Historiquement, le Japon a eu la distribution des soins non seulement de médecins mais des communautés. Ainsi, la JICA activités pour fournir l'accès à l'eau potable et l'assainissement et dispensé une formation aux travailleurs locaux de HC. En outre JICA fournit également le système de répartition des conseillers. En ce qui concerne le MHLW, il assiste principalement en collaboration avec la JICA, et un montant actuel de l'assistance fournie à l'Afrique par le ministère lui-même n'est pas grand. Par exemple, au moment où ses collègues du Ministère sont stationnés en Zambie, au Sénégal et en Ouganda.

M. Yamaya informé invités sur le projet commun avec le Bureau du Cabinet - le prix de Nobuchi Hideo, qui a été créé pour promouvoir la compréhension des maladies tropicales et à accroître la sensibilisation et l'intérêt dans cette recherche en Afrique et parmi les africains. Anciens lauréats sont Prof. Peter Piot, un médecin belge qui a travaillé sur le virus Ebola et Prof. Miriam étaient du Kenya.

Discussion

L'honorable princesse Phumelele du Swaziland interrogé sur les progrès du Japon en ce qui concerne le VIH / sida recherche.

Cette question, M. Yamaya a répondu que du point de vue technique, introduction par antiviral Drug spectaculaire amélioration de la situation. Pour le moment qu'il ne pouvait pas fournir informations pharmaceutiques dans quelle mesure y sur la question. Toutefois, il a souligné que le point essentiel en ce qui concerne le VIH/sida est d'assurer l'accès à ces médicaments, et le Japon est important contributeur au Fonds mondial. En outre, JICA fournit des informations sur la prévention, alors qu'il met en garde que devrait être une attention particulière à de l'aide quant à ne pas doubler l'emploi avec les efforts déployés au niveau mondial.

Siège de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA)

La coopération japonaise dans le cadre de la TICAD

M. Hiroshi Kato, Vice-Président, JICA

M. Kei Yoshizawa, conseiller principal du directeur général (analyse de la politique de développement pour TICAD), Département Afrique, JICA

M. Kojiro Fujino, directeur adjoint, planification et processus de la TICAD Division, Département Afrique, JICA

A l'ouverture, M. Kato, vice-président de la JICA, a adressé sa cordiale bienvenue aux parlementaires. La présentation décrit deux questions : un aperçu de haut niveau des efforts JICA et de la JICA TICAD VI. Cela fut suivi par des explications détaillées sur certaines activités de la JICA par les représentants de la JICA. JICA est l'organisme de mise en œuvre de l'aide publique au développement (APD) et comme tel est une des plus grandes agences fournissant l'assistance bilatérale dans le monde. JICA fonctionne en mettant en œuvre : prêts et dons de coopération technique, programmes de bénévolat, programmes, programmes ils mettent en œuvre en coopération avec les ONG, les activités qui appuient les entreprises du secteur privé qui souhaitent exercer des activités dans les pays en développement, y compris l'Afrique. Le principe appliqué dans leur travail est une approche intersectorielle.

En ce qui concerne la TICAD VI, M. Kato a indiqué que la prochaine réunion est une extension et une expansion de la TICAD V. En se référant au matériel fourni, il a souligné les zones d'intérêt : économie robuste et durable, de la société inclusive et robuste, de paix et de stabilité. Matériaux se composent de la Activités de la JICA liées aux questions de population, les données sur les efforts visant à doubler la production de riz en Afrique dans 10 ans, et la promotion du marché axé sur l'agriculture. C'est pourquoi la JICA met l'accent sur la promotion de l'agriculture.

L'une des agendas politiques, fortement soutenu par le gouvernement japonais, est la couverture maladie universelle. Cela comprend les efforts liés à: santé des enfants et la mère, une bonne gestion des hôpitaux qu'à promouvoir la santé et vie des gens, l'eau et l'assainissement. En outre, comme dit précédemment, JICA a dépêché de nombreux bénévoles à l'étranger, qui résident dans des villages et de soutiennent les diverses activités qui comprennent le soutien aux activités des femmes.

Dans le prolongement de la présentation, JICA représentatifs a fourni une explication détaillée des activités de la JICA liées à la santé des enfants et la mère et de la nutrition. Sur la base des expériences japonaises depuis les années 1930, JICA travaille à assurer l'accessibilité à la santé centres de, d'application système d'enregistrement pour femmes enceintes et l'utilisation de maternelle et manuel des enfants de tout en accordant une attention à construire des routes principales reliant les zones rurales. À cet égard, la JICA a trois stratégies : approche multisectorielle, réalisation de la couverture maladie universelle, le continuum des soins. Un des exemples fournis par le représentant de la JICA est que d'un projet de système de santé au Sénégal, qui utilise 5 s approche adoptée de la conjoncture japonaise, dont le but était d'améliorer l'environnement de travail. En termes de nutrition, JICA a versé 2 millions USD pour créer Scaling Up Nutrition cadre. En outre, JICA représentant a expliqué assistance de la JICA, liée à l'éducation sans danger de l'eau et les femmes. Par rapport au reste du monde, la moitié de la population africaine n'a pas accès à une eau potable. JICA appuie un projet d'approvisionnement en eau au Sénégal, depuis des années 1980, qui a permis l'accès à l'eau à

plus de 300000 personnes. La JICA fournit assistance est la forme d'un support pour l'exploitation de l'installation, et il a établi la paye/facturation système de collecte. En outre, JICA a travaillé sur les activités d'hygiène et d'assainissement de (trois images en la matière sont sur l'assainissement de l'eau). Représentant de la JICA fourni des informations sur les nouvelles sources d'eau au Soudan où JICA fournit des services de soutien technique, les plans de traitement.

La partie suivante de la présentation portait sur production et consommation de riz en Afrique et graphiques (le matériel) montrent le fossé dans la production et la consommation. Par le biais de carte Initiative, Coalition pour le développement de riz africain, JICA en collaboration avec 23 pays africains, les œuvres à combler l'écart. L'objectif est de doubler la production de riz dans les dix prochaines années.

Enfin, représentant de la JICA a expliqué approche de la JICA à l'éducation, appelée l'école pour tous. Le projet favorise la participation du gouvernement, des parents et les résidents des communautés. Le schéma (page suivante dans la documentation) présente la soi-disant COGES ou comités de gestion scolaire. Vise à améliorer le fonctionnement des écoles en élisant les membres du COGES et par la création des plans de mise en œuvre et le suivi de ces plans.

Discussion :

L'honorable Paul Chibingu, fait une requête, qu'elle soit JICA peut aider au Malawi en construisant des maisons structurelles pour les forces de police, qui est si JICA dispose d'un tel mandat. Il a exprimé sa gratitude pour les activités de santé et d'éducation, mais il a souligné que les gens et les jeunes filles ont besoin de sécurité aussi bien.

L'honorable Mariame Keita Traore de Côte d'Ivoire a demandé vice-directeur d'élaborer sur les COGES et expliquer s'il s'agit de la JICA initiative ou initiative africaine parce que, selon ses informations, ce processus n'est pas la première de ce genre.

Répondre au parlementaire du Malawi, M. Hiroshi Kato a déclaré que du point de vue du gouvernement japonais lorsqu'ils s'étendent d'une subvention pour la construction de quelque chose ils toujours prêter attention aux lois et aux responsabilités du gouvernement japonais. Donc, à cet égard, et qu'il se souvient, il y avait des initiatives similaires mais à construire des salles de classe pour la police. En outre, les aides non remboursables sont limitées, il faut donc être négocié avec le gouvernement bénéficiaire. Ayant ceci à l'esprit, il ne serait pas étrange que du côté japonais a décidé d'allouer les fonds d'une manière que tire pleinement partie de la technologie japonaise.

En rediffusion à la question posée par le député de Côte d'Ivoire, M. Kato a précisé que le modèle original était d'Amérique latine et a été promu plus tôt par la Banque mondiale. Si le modèle fonctionne ou non en Afrique de l'ouest est une question, mais fonctionne de COGES au Niger. Quant à la question si les gens devraient payer pour la participation au COGES il a dit qu'il est tout à fait sûr que ce n'est pas le cas.

L'honorable Traore a fourni plus d'exemples concernant les défaillances du système COGES dans son pays où le paiement mensuel est nécessaire. Quant à l'école de police au Malawi, elle a ajouté que les projets pour les personnes à faible revenu devraient être prioritaires à la place.

L'honorable Frank Annoh-Dompreh a exprimé son mécontentement avec la relation entre les parlementaires et le Bureau de la JICA au Ghana, affirmant que lorsqu'il a communiqué avec

le Bureau de la JICA, il a été renvoyé à son gouvernement. Il a ajouté qu'en raison de la nature de la gouvernance dans son pays, parlementaires sont écartés de ce processus. Étant donné que les questions de population sont importantes pour le développement, et que les parlementaires travaillent sur ces questions, il est important de coopérer avec la JICA.

L'honorable Highvie Hambulo Hamududu a déclaré qu'il doit y avoir une fenêtre pour les parlementaires l'Afrique et le Japon à faire le mécanisme de contrôle de l'aide financière, car c'est l'un des éléments clés de la déclaration de Paris.

En réponse à la question de l'honorable Annoh-Dompreh sur la coopération avec les parlementaires de la JICA, M. Hiroshi Kato a déclaré que c'est une question importante. Comme JICA travaille généralement avec les gouvernements, établissant une communication avec les parlementaires individuels pourrait être difficile. Il remercie parlementaire ghanéen pour la perspicacité et exprimé son intention de travailler sur un tel cadre pour permettre une communication entre les parlementaires africains et la JICA.

Dernier commentaire a été faite par Mme Sazaki qui a commenté sur comment les résultats des projets de la JICA peuvent être faites en amont, ce qui signifie qu'ils peuvent se refléter dans les politiques qui décident de parlementaires sur.